

Les infos

Vendredi 29 mars 2013



IN VIVO

La première réunion de la « Commission de dialogue et de concertation » créée par l'accord sur l'emploi du 13 février se réunira le 3 avril, et c'est Séverin Cabannes qui viendra au nom de la DG. La CGT lui rappellera l'engagement demandé à Frédéric Oudéa de nous entendre et pas seulement nous écouter. Ainsi 2 questions se posent aujourd'hui pour donner un sens aux principes écrits dans l'accord : Mikado et la réorganisation de RISQ en attente. Le projet de transfert à Accenture de 200 emplois n'est pas seulement une erreur économique, il viole aussi le sens même de l'accord que nous venons de signer. Frédéric Oudéa avait admis que le PSE de SGCIB était incompatible avec la poursuite des projets de délocalisation des emplois, or ce principe s'applique tout autant aujourd'hui ! Alors que des suppressions d'emplois pourraient intervenir dans les 3 ans, pourquoi admettre aujourd'hui ce qui a été empêché il y a peu ? Capituler avant la fin du match est un travers français que nous ne partageons pas. Il est évident aujourd'hui que le nombre de volontaires sera insuffisant pour que le projet soit viable, d'où le « plan B » qui consiste, illégalement, à obliger les non volontaires à aller travailler gratuitement pour Accenture pendant plusieurs mois et de leur conseiller finalement d'y rester ! Ce « plan B », nous avons forcé la Direction à admettre son existence devant les instances et maintenant, c'est le juge, que

nous avons saisi, qui fera respecter le principe du volontariat pour de bon. Point d'illusion dans notre stratégie, mais au contraire la volonté d'utiliser l'arme la plus efficace pour empêcher la réalisation d'un projet inacceptable. Séverin Cabannes a l'occasion de donner un signal fort et clair en mettant fin aux manœuvres de contournement indignes de l'accord sur l'emploi et en faisant travailler tout le monde sur une solution interne. L'autre « dérapage », c'est la réorganisation de RISQ, déjà entrée partiellement dans les faits et que la Direction, dérangée par l'accord emploi, voudrait bien semble-t-il mener à terme sans passer par la case départ... Déjà épinglée par le CHSCT pour cause d'intégration du lean management en douce, RISQ pourrait avoir l'honneur d'être la première Direction prise en flagrant délit de non-respect de l'accord emploi. Qu'en dira Séverin Cabannes ?

CONTEMPLATION

Le 28 mars, les organisations syndicales étaient conviées à la 3^{ème} réunion annuelle de présentation des résultats de l'Observatoire du stress à la SG. Cette enquête est effectuée à partir des formulaires remplis par les salariés lors de la visite à la médecine du travail. Sans surprise, le stress touche plus les femmes (19%), les salariés dont le transport dépasse les 2 heures quotidiennes (19%) et ceux qui ont entre 51 et 55 ans (19%). Significatif aussi, le document de synthèse (sur notre site intranet) détaille les causes principales du stress, « manque de temps », « sentiment de travailler dans l'urgence », qui impactent différemment les populations de salariés et les secteurs dont ils dépendent. Une nouvelle fois, chacun y est allé de ses vœux pour dépasser le simple diagnostic et s'attaquer aux causes du mal... mais il faudra encore attendre. Des réunions devraient se tenir « mensuellement » pour « traiter les différentes pistes »...



CGT Société Générale
Paris La Défense 92972 CX - 01.42.14.30.68
cgt.sg@wanadoo.fr
Internet : www.premiumwanadoo.com/cgt.sg/
Intranet : Portail SG, Salariés France, Espace syndical, CGT